## 1ER MAI 8 heures: de travail, de loisirs et de repos!



Cette revendication porte les origines du 1er mai, jour international des droits de travailleurs et des travailleuses. La date est liée à l'histoire étatsunienne. En 1884, Federation of Organized Trades and Labor Unions, un syndicat oppose au Knights of labor, se donne comme objectif d'imposer la journée de 8 heures avant le 1er mai 1886, promettant une grève générale à cette date si la revendication n'était pas satisfaite. Le 1er mai est choisi car c'est un jour charnière appelé le moving day. En effet, beaucoup d'entreprises américaines entament ce jour-là leur année comptable. Les ouvriers avaient donc souvent pour terme à leur contrat le 1er mai. Cela entamait une période de déménagement.

1er mai (vers 1937-1939) © Mauric

Le 1er mai 1886 est suivi par 340 000 grévistes. À Chicago, la grève se poursuit et est réprimée le 3 mai.

En 1889, la date est reprise par l'Internationale des travailleurs (la deuxième) comme journée commune dans tous les pays autour de la même revendication des 8 heures. C'est une étape importante de la construction internationaliste du mouvement ouvrier. En 1891, alors que les ouvrières et ouvriers français·es manifestent pour la deuxième fois un 1er mai, une répression terrible s'abat sur les manifestant·es de la ville ouvrière de Fourmies, dans le nord. Les patrons font tirer sur la manifestation.

10 personnes, dont deux enfants, sont ainsi assassinées. 35 sont blessées. Le 1er mai s'impose ainsi comme une date anniversaire dans le mouvement ouvrier français et chaque année, les travailleurs et travailleuses sont appelé·es à la grève.

La journée de 8 heures est instaurée en 1919. En 1941, le régime de Vichy pervertit le 1er mai en faisant sa fête du travail mais aussi un moyen de fêter la Saint Philippe (prénom du maréchal Pétain). En réaction mais aussi en hommage au mouvement ouvrier, le 26 avril 1946, le gouvernement provisoire reconnaît officiellement le caractère chômé du 1er mai. En 1948, il devient

férié et chômé, c'est-à-dire qu'il y a une obligation de cessation de l'activité (ce qui n'est pas le cas pour les autres jours fériés)! Il n'en demeure pas moins que les revendications restent nombreuses, c'est pourquoi il est important de s'inscrire dans les pas de nos ancêtres et de continuer à se rassembler le 1er mai.

Avec le 8 mars, le 1<sup>er</sup> mai est la seule journée où partout dans le monde on se rassemble autour du droit du travail.



8 mars 2025, Paris place de la République, © Caroline A. Constant

